PUBLICITÉ

Deux poids, deux mesures

Quand les géants industriels sont soutenus, mais que l'agriculture durable est laissée pour compte

Au Québec, un paradoxe troublant prend de l'ampleur : d'un côté, **les projets industriels massifs, tels que ceux de Northvolt ou de Shell, avancent à grands pas**, bénéficiant d'un soutien gouvernemental sans précédent, **tandis que de l'autre, les projets agricoles durables**, pourtant vitaux pour notre avenir commun, **se heurtent à un mur** de bureaucratie. Cette situation, pour le moins injuste, soulève des questions fondamentales sur les priorités de notre société et sur l'équité des processus décisionnels.

Depuis cinq ans, j'ai consacré une énergie immense à un projet de biométhanisation agricole sur notre ferme familiale à Shefford. Ce projet ne se contente pas de produire du gaz naturel renouvelable; il s'agit d'une véritable renaissance agricole pour notre région, avec la restauration d'un écosystème agricole dynamique, impliquant des fermes locales emblématiques comme la Ferme Mojoguy, l'Orpailleur, la Ferme Brome et F. Ménard. Nous avons réhabilité un site autrefois dégradé, redonnant vie à des terres agricoles ancestrales tout en créant des circuits courts qui favorisent l'économie locale.

La Commission de protection du territoire agricole du Québec **(CPTAQ) a reconnu la valeur de notre projet** en émettant une décision favorable. Notre projet est en adéquation avec la mission de la CPTAQ. Le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie **(MEIE) a suivi en nous octroyant les premières subventions**, validant ainsi notre démarche. Et pourtant, malgré tous ces signes positifs, **nous nous retrouvons aujourd'hui dans une situation absurde où notre projet, après cinq ans de travail acharné, est menacé par une série de revirements bureaucratiques inexplicables.**

Comment expliquer que des projets industriels comme celui de Farnham, **soutenu par des mastodontes comme Énergir et Shell, aient pu obtenir les autorisations nécessaires en quelques mois à peine, alors que notre projet**, bien plus modeste et respectueux de l'environnement, **se voit bloqué par des délais interminables ?** À Farnham, on parle d'une installation qui traitera 715 000 tonnes de matières résiduelles par an, nécessitant la circulation de 100 camions par jour à seulement 80 mètres des résidences avoisinantes. En comparaison, notre projet à Shefford, qui traite à peine 32 000 tonnes de résidus agricoles par an avec quatre tracteurs, est situé à une distance beaucoup plus grande des habitations, entre 250 et 840 mètres. Pourtant, c'est notre projet qui est constamment remis en question, soumis à des analyses et réinterprétations sans fin.

Il est également crucial de souligner l'effet amplifié du phénomène « Pas dans ma cour » (NIMBY) sur les projets de plus petite envergure. Alors que les grands projets industriels semblent bénéficier d'une certaine tolérance ou même d'un soutien face à l'opposition locale, les petits projets, comme le nôtre, sont souvent étouffés par cette même opposition. Le NIMBY devient un obstacle beaucoup plus considérable pour les initiatives locales, car elles n'ont pas le même poids politique ni les mêmes ressources pour surmonter les réticences de la communauté. L'attitude des autorités dans ce dossier frise l'incompréhension totale. Après avoir initialement soutenu notre projet, le MEIE a soudainement changé de cap en réinterprétant les termes de sa propre convention, jetant notre projet dans les méandres du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP). Ce dernier, censé se prononcer uniquement sur des questions environnementales, a commencé à exiger des justifications supplémentaires, allant même jusqu'à évoquer la nécessité de repasser par la CPTAQ, une demande qui défie toute logique et entendement.

Cette situation serait presque comique si elle ne mettait pas en péril des années de travail et l'avenir même de l'agriculture durable dans notre région. Comment ne pas s'indigner face à une telle incohérence ? Si nous avions une batterie électrique dans nos fosses à fumier, notre projet aurait-il été traité avec autant de mépris ? **Pourquoi les projets comme ceux de Northvolt et Shell, qui, malgré leurs mérites pour la transition énergétique, posent également des questions éthiques et environnementales, semblent-ils jouir d'une faveur gouvernementale que l'on refuse à l'agriculture familiale et durable ?**

Il est clair que l'agriculture durable, malgré son importance cruciale pour la qualité de nos sols, la gestion des matières résiduelles et la réduction des gaz à effet de serre, **n'attire pas l'attention des décideurs comme les projets industriels phares**. Pourtant, c'est cette même agriculture qui nourrit nos communautés, qui entretient nos paysages, et qui crée des revenus accessoires pour des familles qui, comme la nôtre, œuvrent depuis des générations pour faire prospérer notre terroir.

La situation devient d'autant plus intolérable lorsque l'on réalise que des fonctionnaires, censés représenter les intérêts publics, manquent de retenue dans leurs interactions avec nous, agriculteurs. À Sherbrooke, par exemple, des représentants du MELCCFP n'ont pas hésité à rejeter la faute sur nous, ignorant les évidences d'une gestion administrative défaillante. **Ce décalage entre les discours officiels et les réalités du terrain montre à quel point le système actuel est inadapté à l'innovation agricole.**

Il est temps que nos élus prennent conscience de cette injustice flagrante. **Il est temps de mettre fin à ce « Deux poids, deux mesures» qui favorise les géants industriels au détriment des initiatives locales et durables.** L'avenir de notre planète ne repose pas seulement sur des projets à grande échelle, mais aussi sur ces petites révolutions agricoles qui, pas à pas, redéfinissent notre rapport à la terre et à l'énergie.

La biométhanisation agricole n'est pas un caprice, c'est une nécessité. C'est une réponse directe aux défis écologiques de notre époque, un moyen de réduire notre empreinte carbone tout en revitalisant nos sols. Mais pour que ce modèle prospère comme c'est le cas dans nombreuses provinces Canadiennes et autres pays, il faut un soutien politique sans faille, une reconnaissance de la valeur de ces projets et une simplification des processus administratifs.

Nous sommes confiants qu'un traitement équitable sera finalement accordé à notre projet. Car autrement, il deviendra impossible d'ignorer le message que cela envoie : que l'agriculture durable, malgré son importance cruciale pour notre avenir, est laissée pour compte au profit des grands intérêts industriels. Ce serait une erreur historique dont les conséquences se feront sentir bien au-delà des champs de Shefford, affectant toute notre société et son rapport à l'environnement.

Mon appel est simple : réévaluez vos priorités. Soutenez les agriculteurs qui, chaque jour, travaillent non seulement pour nourrir le Québec, mais aussi pour préserver son environnement. **Reconnaissez que l'innovation n'est pas l'apanage des grands groupes industriels, mais qu'elle se trouve aussi dans les champs**, là où les abeilles butinent, où le trèfle pousse, et **où les familles s'efforcent de construire un avenir meilleur.**

L'agriculture durable ne doit pas être reléguée au second plan. Elle **mérite d'être placée au cœur de nos politiques publiques**, au même titre que les grands projets industriels. Car c'est là, dans la terre, que se trouve la véritable clé de notre avenir.

Cordialement,

Paul Sauvé
Agriculteur et promoteur du projet GNR Shefford

GNR Shefford